

Manifeste pour l'accueil des migrants

Politis, avec Mediapart et Regards, publie cet appel de 150 personnalités pour l'accueil des migrants.

Partout en Europe, l'extrême droite progresse. La passion de l'égalité est supplantée par l'obsession de l'identité. La peur de ne plus être chez soi l'emporte sur la possibilité de vivre ensemble. L'ordre et l'autorité écrasent la responsabilité et le partage. Le chacun pour soi prime sur l'esprit public.

Le temps des boucs émissaires est de retour. Oubliées au point d'être invisibles, la frénésie de la financiarisation, la ronde incessante des marchandises, la spirale des inégalités, des discriminations et de la précarité. En dépit des chiffres réels, la cause de nos malheurs serait, nous affirme-t-on, dans la "pression migratoire". De là à dire que, pour éradiquer le mal-être, il suffit de tarir les flux migratoires, le chemin n'est pas long et beaucoup trop s'y engagent.

Nous ne l'acceptons pas. Les racines des maux contemporains ne sont pas dans le déplacement des êtres humains, mais dans le règne illimité de la concurrence et de la gouvernance, dans le primat de la finance et dans la surdité des technocraties. Ce n'est pas la main-d'œuvre immigrée qui pèse sur la masse salariale, mais la règle de plus en plus universelle de la compétitivité, de la rentabilité, de la précarité.

Il est illusoire de penser que l'on va pouvoir contenir et a fortiori interrompre les flux migratoires. À vouloir le faire, on finit toujours par être contraint au pire. La régulation devient contrôle policier accru, la frontière se fait mur. Or la clôture produit, inéluctablement, de la violence... et l'inflation de clandestins démunis et corvéables à merci. Dans la mondialisation telle qu'elle se fait, les capitaux et les marchandises se déplacent sans contrôle et sans contraintes ; les êtres humains ne le peuvent pas. Le libre mouvement des hommes n'est pas le credo du capital, ancien comme moderne.

Dans les décennies qui viennent, les migrations s'étendront, volontaires ou contraintes. Elles toucheront nos rivages, et notre propre pays, comme aujourd'hui, aura ses expatriés. Les réfugiés poussés par les guerres et les catastrophes climatiques seront plus nombreux. Que va-t-on faire ? Continuer de fermer les frontières et laisser les plus pauvres accueillir les très pauvres ? C'est indigne moralement et stupide rationnellement. Politique de l'autruche... Après nous le déluge ? Mais le déluge sera bien pour nous tous !

Il ne faut faire aucune concession à ces idées, que l'extrême droite a imposées, que la droite a trop souvent ralliées et qui tentent même une partie de la gauche. Nous, intellectuels, créateurs, militants associatifs, syndicalistes et citoyens avant tout, affirmons que nous ne courberons pas la tête. Nous ne composerons pas avec le fonds de commerce de l'extrême droite. La migration n'est un mal que dans les sociétés qui tournent le dos au partage. La liberté de circulation et l'égalité des droits sociaux pour les immigrés présents dans les pays d'accueil sont des droits fondamentaux de l'humanité.

Nous ne ferons pas à l'extrême droite le cadeau de laisser croire qu'elle pose de bonnes questions. Nous rejetons ses questions, en même temps que ses réponses.

Les 150 signataires

Christophe Aguiton, sociologue - Christophe Alévêque, humoriste et auteur - Pouria Amirshahi, directeur de Politis - Ariane Ascaride, comédienne - Jean-Christophe Attias, universitaire - Geneviève Azam, économiste - Bertrand Badie, politiste - Sébastien Bailleul, DG du CRID - Josiane Balasko, comédienne - Étienne Balibar, philosophe - Ludivine Bantigny, historienne - Pierre-Emmanuel Barré, auteur, humoriste - Lauren Bastide, journaliste, féministe - Christian Baudelot, sociologue - Edmond Baudoin, auteur, dessinateur de BD - Alex Beaupain, auteur, compositeur, interprète - François Bégaudeau, écrivain - Yassine Belattar, humoriste - Hourya Bentouhami, philosophe - Alain Bertho, anthropologue - Pascal Blanchard, historien - Romane Bohringer, comédienne - Benoît Borritz, chercheur militant - Alima Boumediene-Thiery, avocate - Rony Brauman, médecin, cofondateur de MSF - Michel Broué, mathématicien - Valérie Cabanes, juriste internationale - Hélène Cabioc'h, présidente de l'Ipam - Julia Cagé, économiste - Robin Campillo, réalisateur - Aymeric Caron, écrivain, journaliste - François Chaignaud, chorégraphe - Patrick Chamoiseau, écrivain - Paul Chemetov, architecte - Monique Chemillier-Gendreau, juriste - Mouhieddine Cherbib, Respect des libertés - Jean-Louis Cohen, historien - Christel Cournil, enseignante-chercheuse - Marie Cosnay, écrivaine - Annick Coupé, syndicaliste - Alexis Cukier, philosophe - Jocelyne Dakhli, historienne - Jean-Michel Daquin, architecte - Françoise Davaisse, réalisatrice - Philippe de Botton, président de Médecins du monde - Laurence De Cock, historienne, Fondation Copernic - Catherine de Wenden, politologue - Christine Delphy, féministe - Christophe Deltombe, président de la Cimade - Rokhaya Diallo, journaliste, écrivaine - Georges Didi-Huberman, philosophe - Bernard Dréano, président du Cedetim - Michel Dru, anesthésiste réanimateur - Françoise Dumont, présidente d'honneur de la LDH - Annie Ernaux, écrivaine - Éric Fassin, sociologue, anthropologue - Corentin Fila, comédien - Geneviève Fraisse, philosophe - Bernard Friot, économiste, philosophe - Isabelle Garo, philosophe - Amandine Gay, réalisatrice - Raphaël Glucksmann, essayiste - Robert Guédiguian, réalisateur - Nacira Guénif, sociologue, anthropologue - Janette Habel, politologue - Jean-Marie Harribey, économiste - Serge Hefez, psychanalyste - Cédric Herrou, militant associatif - Christophe Honoré, réalisateur - Eva Husson, réalisatrice - Thierry Illouz, auteur, avocat pénaliste - Pierre Jacquemain, rédacteur en chef de Regards - Geneviève Jacques, militante associative - Chantal Jaquet, philosophe - Juliette, chanteuse, parolière, compositrice - Gaël Kamilindi, pensionnaire de la Comédie-Française - Pierre Khalfa, syndicaliste, coprésident de la Fondation Copernic - Cloé Korman, écrivaine - Bernard Lahire, professeur de sociologie à l'ENS de Lyon - Nicole Lapierre, anthropologue et sociologue - Mathilde Larrère, historienne - Henri Leclerc, président d'honneur de la LDH - Raphaël Liogier, sociologue, philosophe - Isabelle Lorand, chirurgienne - Germain Louvet, danseur étoile de l'Opéra de Paris - Gilles Manceron, historien, LDH - Philippe Mangeot, enseignant - Patrice Maniglier, philosophe - Philippe Marlière, politologue - Roger Martelli, historien, directeur de la publication de Regards - Christiane Marty, ingénieure-chercheuse, Fondation Copernic - Corinne Masiero, comédienne - Gustave Massiah, altermondialiste - Nicolas Maury, comédien - Marion Mazauric, editrice - Caroline Mecary, avocate - Philippe Meirieu, pédagogue - Phia Ménard, jongleuse, performeuse, metteur en scène - Céline Meresse, présidente du CICP - Guillaume Meurice, auteur, humoriste - Pierre Micheletti, médecin, écrivain - Jean-François Mignard, secrétaire général de la LDH - Véronique Nahoum-Grappe, anthropologue - Stanislas Nordey, directeur du Théâtre national de Strasbourg - Ludmila Pagliero, danseuse étoile à l'Opéra de Paris - Willy Pelletier, sociologue, Fondation Copernic - Nora Philippe, auteure, réalisatrice - Thomas Piketty, économiste - Edwy Plenel, journaliste, président et cofondateur de Mediapart - Emmanuel Poilane, président du CRID - Thomas Porcher, économiste - Didier Porte, humoriste - Mathieu Potte-Bonneville, philosophe - Olivier Py, auteur, metteur en scène et directeur du Festival d'Avignon - Bernard Ravenel, historien - Éric Reinhardt, écrivain - Prudence Riff, co-présidente du FASTI - Michèle Riot-Sarcey, historienne - Vanina Rochiccioli, présidente du Gisti - Marguerite Rollinde, politologue spécialiste du Maghreb - Alexandre Romanès, cirque Romanès - Délia Romanès, cirque Romanès - Paul Rondin, directeur délégué du Festival d'Avignon - Alain Ruscio, historien - Malik Salemkour, président de la LDH - Sarah Salesse, avocate - Christian Salmon, écrivain - Odile Schwertz-Favrat, ex-présidente de la Fasti - Denis Sieffert, président de la SAS Politis - Catherine

Sinet, directrice de la rédaction de *Siné Mensuel* - Romain Slitine, enseignant à Sciences Po - Pierre Tartakowsky, président d'honneur de la LDH - Lilian Thuram, fondation Lilian Thuram-Éducation contre le racisme - Sylvie Tissot, sociologue - Michel Toesca, acteur, réalisateur - Marie Toussaint, militante associative, présidente de Notre affaire à tous - Assa Traoré, comité Adama - Enzo Traverso, historien - Catherine Tricot, architecte - Aurélie Trouvé, altermondialiste, agronome - Fabien Truong, sociologue - Michel Tubiana, président d'honneur de la LDH - Dominique Vidal-Sepiha, journaliste - Jean Vigreux, historien - Thierry Vila, écrivain - Arnaud Viviant, écrivain, critique littéraire - Sophie Wahnich, historienne - Jacques Weber, comédien - Serge Wolikow, historien

Organisations de soutien

Assemblée citoyenne des Originaires de Turquie, Auberge des migrants, Baam, CCFD-Terre solidaire 93, Cedetim, CICP, la Cimade, Coalition internationale des sans-papiers et migrants, Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie, Coordination 75 des sans-papiers, Coordination 92 des sans-papiers, Coordination 93 des sans-papiers, Droits ici et là-bas (DIEL), Fasti, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives, Gisti, Initiatives pour un autre monde, Ligue des droits de l'homme, Roya citoyenne, Syndicat des avocats de France, Union juive française pour la paix (UJFP), Utopia 56

- Signez et faites signer [la pétition](#)
- Téléchargez et diffusez les visuels de la campagne :
- le texte du manifeste en [pdf](#) et en [png](#)
- la liste des signataires en [pdf](#) et en [png](#)

À lire aussi

- [Honneur et fraternité](#)

A propos du manifeste pour l'accueil des migrants

Je n'ai pas signé le "[Manifeste pour l'accueil des migrants](#)" lancé par Médiapart, Politis et Regards. Je partage pourtant une grande partie de son contenu. Non, la cause de nos malheurs ne se trouve pas dans la pression migratoire. Oui, il est sain que des intellectuels, des artistes, des personnalités politiques, syndicales ou associatives s'élèvent contre les politiques de criminalisation qui construisent l'Europe forteresse. Non, nous ne pouvons accepter le durcissement des conditions de l'asile imposé par Emmanuel Macron à travers la loi asile et immigration qui rompt avec les principes républicains qui sont les nôtres. Rupture qu'avait d'ailleurs été préparée par le quinquennat Hollande sur lequel cet appel me paraît pourtant bien silencieux. Est-ce pour ne pas froisser d'éventuels signataires, comme ces anciens ministres de Hollande qui cherchent maintenant à se construire une nouvelle virginité sur la question ?

Je comprends donc celles et ceux que nous côtoyons dans les combats sociaux, démocratiques et écologiques et qui ont choisi de s'associer à cette démarche. Mais, pour ma part, je ne peux soutenir ce texte. Pourquoi ?

D'abord parce qu'il semble considérer que l'augmentation des migrations, y compris contraintes, est une fatalité. C'est comme cela que je lis les phrases "*Il est illusoire de penser que l'on va pouvoir contenir et a fortiori interrompre les flux migratoires.*" et "*Dans les décennies qui viennent, les migrations s'étendront, volontaires ou contraintes.*". Cette idée est inacceptable à mes yeux.

Je ne peux accepter en effet de considérer que l'on ne pourrait rien faire face aux ravages de la mondialisation capitaliste qui poussent sur les routes chaque année des centaines de milliers de personnes confrontées à la misère économique. Je ne peux me résoudre à l'idée que nous serions impuissants face à la montée des tensions internationales et à la multiplication des conflits guerriers avec leurs lots de morts et de réfugiés. Je ne peux abandonner le combat pour la bifurcation écologique et considérer comme une évolution naturelle des choses le fait que des territoires entiers de notre planète deviennent inhabitables. Je ne peux admettre que l'on pose comme acceptable la terrible épreuve de l'exil et les souffrances de celles et ceux qui doivent abandonner leurs familles et leurs villages.

Bien sûr, tout cela ne se résoudra pas en un claquement de doigts. Bien sûr, il ne suffit pas de souhaiter la paix pour l'obtenir. Elle se construit, patiemment, par la diplomatie et la réhabilitation des instruments de la légitimité internationale trop affaiblis aujourd'hui. Bien sûr, il ne suffit pas de penser très fort à ce que chacun ait de quoi vivre dignement dans le monde pour que cela devienne une réalité. Mais il est de notre responsabilité de cesser d'appauvrir et d'affaiblir en acceptant que le capitalisme modèle la géographie et spécialise des zones entières du territoire exploitées au détriment des autres. Notre responsabilité est engagée quand l'Union Européenne signe, année après année, ces funestes accords de partenariat économique exigeant la suppression des barrières douanières et tuant les économies du sud et leurs acteurs. Bien sûr, le changement climatique a commencé et une part est d'ores et déjà irréversible. Mais il est encore temps d'agir pour en limiter ses effets et sauvegarder tout simplement la possibilité d'une vie humaine sur notre planète. Bien sûr, donc, les migrations, y compris subies, vont augmenter dans les toutes prochaines années. Doit-on pour autant s'y résigner pour toujours ?

Je ne le crois pas. S'y résigner, c'est rompre avec les positions critiques vis-à-vis de la mondialisation capitaliste. C'est, indirectement, et je n'en fait pas le reproche à celles et ceux qui ont choisi de signer cet appel, accepter l'idée défendue par les libéraux qu'elle serait une loi de l'histoire, exonéré

du champ de la souveraineté populaire et de la décision politique. C'est restreindre le champ de la contestation à la manière de traiter les conséquences alors que nous voulons pouvoir remettre en cause le principe. C'est tourner le dos au combat pour l'émancipation humaine qui consiste à rendre l'individu libre de ces choix et à lui donner les moyens concrets de sa liberté. Non, vivre et travailler au pays n'est pas un slogan réservé aux paysans et aux néo-ruraux des pays riches. C'est un idéal de développement humain qui doit pouvoir s'appliquer à tous et qui nécessite que soit pensés autrement les rapports internationaux, débarrassés des logiques capitalistes et impérialistes.

L'appel assène que s'interroger sur les sources des flux migratoires conduit nécessairement *"par être contraint au pire"*, au *"contrôle policier"* et à ériger les frontières comme un *"mur"*. Comment peut-on affirmer une telle chose ? Ne sommes-nous pas suffisamment intelligents et humains pour considérer que l'on peut s'engager dans une lutte complexe et ardue contre la mondialisation capitaliste tout en accueillant avec dignité celles et ceux qui arrivent ? Quelle est cette loi si évidente qui dit que lutter contre les causes des migrations subies conduit à défendre l'idée absurde et inhumaine de l'Europe forteresse ? Quels esprits étroits pensent qu'il n'est pas possible d'allier la lucidité d'analyse nécessaire à la lutte et l'humanité la plus élémentaire ? Quelle défaite de la pensée si la *"gauche"* est désormais condamnée à choisir entre les différents termes de l'alternative. Non, le combat pour l'émancipation humaine est un combat total.

Un deuxième aspect de ce texte m'interroge. Il m'amène à penser qu'il y'avait parmi les initiateurs de cet appel une volonté de démarcation et d'instrumentalisation de la question migratoire pour cibler, indirectement, les positions de la France insoumise. Il s'agit de la phrase qui affirme que *"[ce] n'est pas la main-d'œuvre immigrée qui pèse sur la masse salariale, mais la règle de plus en plus universelle de la compétitivité, de la rentabilité, de la précarité."* Elle est une allusion à peine voilée aux polémiques qui ont occupés les dernières semaines à gauche, à coup de procès d'intention et d'anathèmes. Je déplore d'ailleurs que celles et ceux qui prétendent ne pas vouloir faire *"à l'extrême droite le cadeau de laisser croire qu'elle pose de bonnes questions"* acceptent de facto son agenda en polarisant la prochaine campagne des élections européennes autour de cette question et en l'instrumentalisant à des fins politiciennes. Alors oui, j'ai bien conscience de participer à mon tour par ce papier à cette discussion, mais il est difficile de ne pas répondre quand vos propositions sont méprisées et caricaturées, ou, pire, quand on prétend que vous auriez été un allié des nazis ...

Oui cette phrase est une caricature. Personne n'a prétendu que la racine des *"maux contemporains"* était *"la main d'œuvre immigrée"*. Personne. Oui nous avons dit, et c'est une réalité que les faits ne peuvent démentir, que la disponibilité sur le marché du travail de travailleurs sans droits et sans statuts pouvait conduire à leur instrumentalisation par le patronat afin d'affaiblir les protections collectives. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la *France insoumise* est favorable à la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers (qui cotisent, payent des impôts et contribuent à la solidarité nationale) afin d'éviter un *"dumping intérieur"* entre les salariés. C'est aussi pourquoi nous sommes opposés à la directive des travailleurs détachés qui génère une même concurrence déloyale. Il est dommage d'ailleurs que plusieurs responsables politiques soutenant cet appel n'aient pas exprimé la même clarté lors du dernier vote sur le sujet au Parlement Européen.

Contrairement à ce qui est sous-entendu dans cet appel, dire cela n'est pas donner une centralité explicative à la question. C'est au contraire être cohérent pour lutter contre tous les mécanismes de la compétitivité, de la rentabilité et de la précarité.

Et je m'étonne de voir certains responsables politiques donner des brevets de *"gauche"* et d'attitude révolutionnaire en omettant cette part entière du combat. Je m'étonne de les voir asséner qu'ils ne *"composeront pas avec le fonds de commerce de l'extrême droite"* quand l'appel ne dit rien des politiques

de Macron et de ses amis en Europe qui accouchent des Orban et des Salvini. Ou pire quand certains d'entre eux ont une responsabilité directe dans le bilan du quinquennat Hollande qui a vu l'extrême-droite dépasser les 20% et a failli accoucher sur la déchéance de nationalité.

Voilà les raisons pour lesquelles je ne peux me retrouver dans cet appel.

Je sais aussi que l'on n'est jamais à 100% d'accord avec un texte et que l'on peut voir le verre à moitié plein, comme le verre à moitié vide. Certains de mes amis, bien que partageant les idées de cette note, choisiront peut être de soutenir ce manifeste pour exprimer leur rejet de l'Europe forteresse. Je respecte leur point de vue. Mais je ne le partage pas car j'aurais alors le sentiment d'abandonner une part entière du combat et, donc, de prendre le risque de finir dans une impasse. Car c'est déjà une défaite de la pensée révolutionnaire que d'accepter qu'elle soit enfermée dans des règles présentées comme immuables mais étant pourtant celles de nos adversaires.

9 commentaires

Article [Dans le fond](#)